

Collectif syndical CGT-B :

CGT-B - SATB - SYNACIT - SYNAMICA – SYNASEB - SYNATEL - SYNATEB SYNATIC - SYNPTIC- SYNTAS

Ouagadougou, le 24 novembre 2017

DECLARATION SUR L'ARRIVEE DU PRESIDENT FRANÇAIS AU BURKINA FASO

Le lundi 27 Novembre 2017, M. Emmanuel MACRON, Président de la république française et chef de file de l'impérialisme français dans notre pays effectue une visite au Burkina Faso.

Cette visite du chef de file de l'impérialisme français intervient dans le contexte national post-insurrectionnel des 30 et 31 octobre 2014 et de la résistance populaire et victorieuse au putsch du 16 septembre 2015, putsch soutenu à l'époque par l'impérialisme français qui menaçait quiconque s'opposerait au plan machiavélique dit de sortie de crise de la CDEAO pour maintenir les putschistes au pouvoir.

Pour mémoire, pendant l'insurrection populaire des 30, 31 octobre et 1^{er} novembre 2014, l'impérialisme français a joué un triste rôle en mettant tout en œuvre pour exfiltrer le dictateur Blaise Compaoré des mains du peuple et l'exiler en Côte d'Ivoire. Cette protection de Blaise COMPAORE est celle d'une puissance impérialiste à quelqu'un qui a été son serviteur zélé pendant près de trente ans et qui pourrait encore lui être utile pour servir ses intérêts et perpétuer sa domination sur le pays.

Le contexte de cette visite est aussi marqué par :

- la crise exacerbée du néo-colonialisme au Burkina Faso ;
- le pillage des ressources nationales par les multinationales françaises : groupe Castel, groupe Bolloré, Air France, etc.;
- l'amplification du débat sur le F CFA, monnaie d'essence coloniale, instrument entre les mains de l'impérialisme français pour opprimer et exploiter les peuples d'Afrique des ex-colonies françaises ;
- le renchérissement du coût de la vie lié entre autres à la flambée des prix des céréales consécutive aux mauvaises récoltes dans de nombreuses régions du pays ;
- la poursuite de la culture de l'impunité des crimes de sang et des crimes économiques;
- le développement continu du terrorisme particulièrement au nord du pays malgré la présence des forces étrangères françaises et américaines et les discours flagorneurs des ministres de la sécurité et de la défense ;
- les tentatives de remise en cause des libertés démocratiques et d'exacerbation du pillage éhonté des ressources du pays (fraudes, corruption, détournements etc.°) ;

Mais quel sens peut-on donner à cette visite de M. Emmanuel MACRON au Burkina Faso ?

L'impérialisme français doit la place qu'il occupe dans le monde essentiellement à la domination et à l'exploitation de ses colonies et anciennes colonies. Cependant, confronté à la poussée des impérialistes américain, chinois, allemand, russe, etc., il est aujourd'hui en perte de vitesse y compris dans ses anciennes colonies. C'est pourquoi, en considérant que l'Afrique est son avenir (CF. Rapport du Sénat français intitulé « L'Afrique, notre avenir »), il joue des pieds et des mains pour conserver une place prépondérante dans ses

ex-colonies dont le Burkina Faso. De ce point de vue, la visite du président français vise principalement les objectifs suivants :

- marquer aux yeux de ses rivaux impérialistes la présence et l'intérêt que l'impérialisme français conserve pour sa néocolonie et indiquer qu'il n'entend pas se laisser évincer ;
- rassurer la bourgeoisie locale africaine et burkinabè qu'elle peut toujours compter sur la France impérialiste ;
- consolider les accords économiques néocoloniaux ainsi que les accords militaires léonins. En rappel, l'« accord de défense entre le Burkina Faso et la France » signé sous la transition permet aux militaires français en mission au Burkina de bénéficier d'une « immunité totale » même pour les crimes qu'ils auraient à commettre sur notre sol. En effet, l'article 4 dudit accord stipule ceci: « Pendant la durée de sa présence, le personnel militaire de la partie française bénéficie, à l'égard de la partie Burkinabè, des immunités et privilèges identiques à ceux accordés aux experts en mission par la convention sur les privilèges et immunités des Nations unies du 13 février 1946 ». Ainsi, par un tour de passe-passe, les militaires français en mission au Burkina sont assimilés à des experts des Nations unies et n'ont pas à répondre de tout ce qu'ils peuvent commettre comme délits et crimes au Burkina. Effectivement, sur la base de cet accord, des soldats français en mission au Burkina Faso, soupçonnés d'agressions sexuelles sur des mineurs au Burkina ont été simplement suspendus et rapatriés en France où « ils ont répondu devant la justice » française ;
- encourager les gouvernements à poursuivre les politiques libérales d'ajustement structurel, dont le Plan National de Développement Economique et Social (PNDES), qui permettent aux puissances impérialistes de piller les richesses de nos pays à travers un Code de Travail esclavagiste (placements et sous-traitance indécentes, renouvellements de contrats à durée déterminée N fois, limitation de dommages et intérêts en cas de licenciements abusifs ..), un désengagement suicidaire de l'Etat des secteurs sociaux de base (éducation, santé), tentatives d'élargissement de l'assiette fiscale pour s'assurer un rythme de vie vicieux (cas de l'IUTS) etc. Comme exemples de multinationales françaises fortement présentes au Burkina Faso, on peut citer :
 - le groupe Bolloré qui détient la gestion du chemin de fer à travers SITARAIL,
 - le groupe Bouygues fortement présent dans le bâtiment et les Travaux publics ;
 - le groupe CASTEL qui détient pratiquement le monopole au niveau des brasseries ;
 - Air France qui règne en maître au niveau du transport aérien,

Au vu de toute cette politique réactionnaire menée par l'impérialisme français en Afrique et au Burkina Faso, le collectif CGT-B:

- dénonce la mainmise de l'impérialisme français au Burkina Faso ;
- dénonce les accords néocoloniaux, asservissants dits de coopération économiques et militaires qui lient le Burkina à la France ;
- dénonce la responsabilité de la France dans le développement de l'insécurité en Afrique de l'Ouest et particulièrement au Burkina Faso suite au chaos qu'ils ont créé en Lybie, ce qui a favorisé le pillage des armes de l'armée libyenne notamment par des groupes djihadistes qui mènent régulièrement des attaques au Mali, au Burkina Faso et au Niger ;

- dénonce l'agitation populiste des valets locaux s'activant dans un maquillage théâtral de la réalité infernale de l'Université de Ouagadougou pour permettre à Emmanuel MACRON d'y livrer un discours ; Université qu'ils ont mis à sac à travers l'invalidation de l'année universitaire en 2000, la plongeant ainsi dans un cycle d'années universitaires sans début ni fin, les étudiants et leurs encadreurs dans des conditions de vie et de travail inhumaines ;
- exige le démantèlement des bases militaires impérialistes dont celles de la France au Burkina car elles sont source d'insécurité et hypothèquent les possibilités d'indépendance véritable du Burkina ;
- exige l'extradition de François COMPAORE au Burkina pour qu'il réponde de ses actes devant la justice burkinabè ;
- lance un appel au peuple burkinabè pour qu'il accentue la dénonciation de la politique de l'impérialisme français au Burkina Faso ;
- réitère sa solidarité internationaliste à la classe ouvrière et aux autres composantes du peuple français dans leur lutte contre la politique d'exploitation et d'oppression de la bourgeoisie impérialiste en France ;
- appelle ses militants à élever leur niveau de conscience syndicale et politique en vue de poursuivre la lutte contre l'impérialisme notamment français pour le pain, la liberté et le progrès social véritable.

Vive la solidarité internationale entre les peuples !

Vive l'insurrection populaire d'octobre 2014 !

Vive la résistance victorieuse de septembre 2015 !

Vive le Collectif Syndical CGT-B !

Vive l'Unité d'Action Syndicale (UAS) !

Bassolma BAZIE

Secrétaire Général Confédéral de la CGT-B

Porte-Parole du Collectif Syndical CGT-B